



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 26/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE DES TRAVAUX DE LA VEZOUZE

44 rue de Voise
54450 Blâmont

Références : 2025_1017
Code AIOT : 0006206430

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/08/2025 dans l'établissement SOCIETE DES TRAVAUX DE LA VEZOUZE implanté Haut Bois 54480 Tanconville. L'inspection a été annoncée le 03/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre de l'action spécifique 2025 sur les carrières remblayées avec des matériaux inertes externes. A ce titre, un contrôle inopiné avec des prélèvements sur site par un laboratoire mandaté a été réalisé à l'occasion de cette visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES TRAVAUX DE LA VEZOUZE
- Haut Bois 54480 Tanconville

- Code AIOT : 0006206430
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n°2015-0436 du 2 février 2018, la Société des Travaux de la Vezouze (STV) est autorisée à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires à ciel ouvert sur les communes de Tanconville (54) et Hattigny (57) pour une durée de 30 ans, dont 25 ans d'extraction.

L'exploitant exploite sur le site de Tanconville une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires ainsi qu'une installation de traitement des matériaux extraits, un stockage de matériaux inertes externes pour la remise en état de la carrière, une centrale à béton et une unité de traitement des boues de lavage des matériaux.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 5

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'examen des déclarations GERE de 2022 à 2024 amène l'inspection à formuler quelques remarques.

La déclaration attendue pour 2024 n'a pas été faite: l'exploitant va envoyer les éléments attendus à l'inspection par courriel, la base de données n'étant plus accessible pour déclaration.

La déclaration 2022 anticipe l'instruction finale du dossier de modification des conditions de réaménagement de la 1ère phase quinquennale avec la restitution de 10 hectares dans l'année.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contenu de la procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
3	Justification de la non-dangereux	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Justification du caractère inerte	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Document d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
13	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 13.1	Demande d'action corrective	1 mois
14	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 13.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Contrôle visuel	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
5	Absence de matériaux interdits	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.II	Sans objet
7	Registre et plan de remblayage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III	Sans objet
8	Utilisation du RNDTS	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1	Sans objet
9	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III	Sans objet
10	Carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires	Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 8.1	Sans objet
11	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 11.3	Sans objet
12	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 12.2	Sans objet
15	Bruit	Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 14-9	Sans objet
16	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence des non-conformités aux dispositions contrôlées relative au remblaiement avec des matériaux inertes externes. Elles portent principalement sur la formalisation attendue réglementairement. En pratique, il n'a pas été constaté d'apport non autorisé sur le site de la carrière et les dits apports font l'objet de contrôle visuel. Il est à noter l'absence d'une procédure écrite d'acceptation préalable d'acceptation des matériaux externes, justifiée par l'exploitant par le fait que les apports proviennent quasi-exclusivement de la même société STV au titre de son activité de travaux publics. Le changement d'exploitant sollicité au profit de la société spécifique STV Carrières nécessite une mise en œuvre des dispositions réglementaires attendues.

De plus, comme déjà indiqué en 2022, l'exploitant doit veiller à plus de rigueur dans la transmission des documents attendus, en particulier les plans d'échelles et plans topographiques à transmettre annuellement.

Enfin, l'exploitation de la carrière d'Hattigny/Tanconville respecte globalement les conditions d'autorisation actées par l'arrêté préfectoral 2015-0436 du 2 février 2018. Il est cependant

nécessaire de prendre en compte la situation actuelle de l'exploitation telle que le déménagement de la centrale à béton à venir, la moins bonne qualité du gisement, la non-mise en service du clarificateur, la non-mise en place de la presse des fines de lavage des matériaux en vue de leur réutilisation dans le réaménagement et la moindre disponibilité de gisement de matériaux externes constatée par l'exploitant ainsi que la production réelle plus faible que celle autorisée. Ce contexte génère déjà de légers décalages des phases d'exploitation quinquennales sur le secteur de Hattigny et des difficultés d'exploitation sur le secteur de Tanconville alors que l'exploitation n'est qu'à la moitié de la 2^{ème} phase sur les 6 phases prévues. L'exploitant doit prendre en compte ces évolutions par rapport au dossier d'autorisation initial afin d'anticiper les éventuelles modifications à apporter en vue de s'assurer du respect des dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation à moyen terme et long terme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenu de la procédure d'acceptation préalable des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Autre, Acceptation des déchets extérieurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :- [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; [...] <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de procédure écrite d'acceptation préalable des déchets inertes. Les matériaux sont principalement en provenance de chantiers de travaux publics STV, exploitant de la carrière de Tanconville.</p> <p>Il est à noter qu'un changement d'exploitant est actuellement en cours d'instruction au nom de la société STV Carrière, entité différente de STV.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit établir une procédure écrite d'acceptation préalable des déchets inertes sous un délai maximal de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Contrôle visuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Autre, Acceptation des déchets extérieurs
Prescription contrôlée : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Constats : Chaque camion fait l'objet d'une vérification visuelle du chargement à l'entrée sur le site par le personnel présent sur site, en particulier au niveau de la zone de déchargement pour mise en attente au moins 24 heures avant mise en place des matériaux externes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Justification de la non-dangereusité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I
Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des déchets
Prescription contrôlée : Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker : - des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ; [...]
Constats : Compte-tenu du fait que les apports externes proviennent quasi exclusivement de chantiers STV, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier le caractère non dangereux dans le dossier d'acceptation préalable.

Il a indiqué lors de la visite ne prendre que des terres et cailloux et veiller à l'absence d'amiante, d'enrobés bitumineux et de plastiques dans les apports externes réceptionnés sur le site de Tanconville.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En lien avec le changement d'exploitant en cours et la classification des apports externes comme provenant d'une société différente de l'exploitant, il est demandé à l'exploitant de justifier de la façon dont il s'assure du caractère non-dangereux des déchets acceptés sous un délai maximal de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Justification du caractère inerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des déchets

Prescription contrôlée :

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II

Constats :

L'exploitant indique n'accepter que des terres et cailloux conformes à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014. La principale vérification d'absence d'amiante, d'enrobés bitumineux et/ou de plastiques dans les apports externes réceptionnés sur le site de Tanconville est visuelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En lien avec le changement d'exploitant en cours et la classification des apports externes comme provenant d'une société différente de l'exploitant, il est demandé à l'exploitant de justifier de la façon dont il s'assure du caractère inerte des déchets acceptés sous un délai maximal de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Absence de matériaux interdits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.II

Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;
- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.

Constats :

Selon les dispositions de l'article 16.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2015-0436 du 02/02/2018, les déchets acceptés sont les bétons, les briques, les tuiles et céramiques, les terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses, les mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron et les terres et pierres.

Les apports de matériaux externes représentent 70% des matériaux nécessaires au réaménagement du site avec un volume prévu de 30 000 m³/an soit 900 000 m³ au total. Lors de la visite sur site, il n'a pas été constaté la présence de matériaux interdits.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Document d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets

Prescription contrôlée :

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant:

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET;
- l'origine des déchets;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

<p>Constats :</p> <p>En lien avec les constats précédents, il n'a pas été possible de consulter de document d'acceptation préalable choisi par échantillonnage.</p> <p>La traçabilité est assurée par un bordereau de suivi interne, conformément aux dispositions de l'article 16.3.4 de l'arrêté d'autorisation 2015-0436, qui comporte les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la provenance et la destination, - la quantité, - les caractéristiques, - le moyen de transport, - la conformité des déchets à leur destination.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit disposer d'une procédure d'acceptation préalable, dans laquelle doivent figurer les documents préalables à demander au producteur de déchets, même s'il s'agit d'une filiale STV, sous un délai maximal de 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Registre et plan de remblayage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III</p>
<p>Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Ces dispositions sont reprises par l'article 16.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>L'exploitant a présenté le registre de suivi ainsi qu'un plan topographique permettant la localisation des zones de remblais.</p> <p>Au jour de la visite, la maille 16 est en phase de fin de comblement et la maille 17 va être démarrée suivant le maillage de 25 mètres par 25 mètres autorisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Utilisation du RNDTS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1
Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.</p> <p>II. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments [...]</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>Conformément à l'article contrôlé, l'exploitant doit procéder à l'enregistrement des apports de déchets (terres et sédiments) reçus depuis le 1er janvier 2023 sauf si chantiers à moins de 30 kilomètres ou déchets transfrontaliers ou apport inférieur à 500 m³.</p> <p>A ce jour, les matériaux externes utilisés proviennent de chantiers situés à moins de 30 kilomètres et les apports sont inférieurs à 500 m³. En conséquence, la société STV n'a pas d'obligation d'enregistrer ces données dans le registre national des terres excavées et sédiments, aujourd'hui fusionné avec Trackdechets.</p> <p>Pour autant, l'exploitant a prévu de faire une demande d'accès à la base de données Trackdechets, dans l'éventualité d'un chantier situé à plus de 30 kilomètres ou d'un apport supérieur à 500 m³.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux souterraines

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p> <p>L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait procéder au suivi piézométrique avec relevé trimestriel du niveau d'eau et à l'analyse de la qualité en hautes eaux et basses eaux pour la nappe des calcaires du Muschelkalk et la nappe perchée des alluvions.</p> <p>Par courriel du 29 août 2025, l'exploitant a transmis les résultats des analyses réalisées le 17 mars 2025 et le 26 mai 2025.</p> <p>Les résultats de la surveillance sont désormais à transmettre via GIDAF. Un cadre doit être créé par l'inspection afin de permettre à l'exploitant d'y déclarer ses résultats.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 8.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Phasage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>.../...</p> <p>L'exploitation de la carrière en 6 phases quinquennales sera coordonnée au phasage des travaux de remise en état.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation est actuellement dans sa 2ème phase quinquennale de 2023 à 2028.</p> <p>La 1ère phase est terminée et son réaménagement fait l'objet d'un dossier de modification, toujours en cours d'instruction depuis 2022. Le réaménagement en reboisement est modifié en prairie en vue de permettre l'implantation du parc photovoltaïque sur les terrains libérés et sortis du périmètre d'autorisation après dépôt d'un dossier de cessation partielle après validation de la dite modification.</p> <p>Lors de cette visite, il a été évoqué la qualité du gisement qui présente de nombreuses lentilles d'argile au sein des matériaux alluvionnaires, constatées lors de la visite sur site tant sur le secteur de Tanconville que sur celui de Hattigny. Au vu de ce constat, l'exploitant envisage la réalisation d'une campagne d'estimation du gisement réel. La présence d'argile a des incidences sur le phasage d'exploitation compte-tenu de la quantité moins importante de gisement de matériaux alluvionnaires. L'exploitation est légèrement en avance par rapport au phasage attendu sur Hattigny. De plus, le phasage morcelé sur Tanconville, combiné à la présence d'argile, à la non-</p>

<p>mise en service actuelle du clarificateur au niveau de l'installation de traitement et à la non mise en place de la presse pour la production de galettes d'argile en vue du réaménagement, rend l'exploitation de cette partie plus compliquée. Les productions effectives sont très en-dessous des 250 000 t/an maximum et 180 000 t/an moyenne (86 000 tonnes en 2022 et 106 000 tonnes en 2023).</p> <p>L'attention de l'exploitant est attirée sur le fait que, si nécessaire, toute demande de modification de phasage est à faire en amont de sa mise en œuvre sur site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Conduite de l'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 11.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Front d'abattage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le front d'exploitation doit être constitué de gradins d'au plus 5 mètres de hauteur verticale. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplomb.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les gradins ne dépassent la hauteur maximale de 5 mètres avec un talutage des pentes à 60°.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Sécurité du public

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 12.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Séparation des zones d'extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>.../...</p> <p>La séparation des 2 zones d'extraction au niveau du « sentier du souvenir » sera réalisée par la clôture des 2 périmètres et fermeture par un portail.</p>
<p>Constats :</p> <p>La séparation des 2 zones d'extraction entre Tanconville et Hattigny est bien matérialisée par une clôture des 2 périmètres et la fermeture par des portails au niveau du chemin de randonnée "Sentier du souvenir".</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Registres et plans

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 13.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'échelle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière est établi. .../...</p> <p>Ce plan, mis à jour au moins une fois par an, est transmis au plus tard le 1er mars de chaque année à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a transmis aucun plan d'échelle depuis les 3 dernières années.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre les plans attendus sous un délai maximal d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 14 : Registres et plans

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 13.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met à jour la plan topographique au 1/2 000^{ème} de son exploitation au moins une fois par an. Le plan ainsi mis à jour est transmis au plus tard le 1er mars de chaque année à l'inspection des installations classées .../...</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier plan topographique fourni est celui de 2023. Aucun nouveau plan n'a été transmis pour les années 2024 et 2025. Par courriel du 29 août 2025, le plan topographique pour 2025 a été transmis à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan topographique 2024 est à transmettre sous un délai maximal d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 15 : Bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 14-9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>.../...</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié au moins tous les 3 ans.</p> <p>.../....</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dernières mesures ont été réalisées les 4 et 5 mai 2022. Conformément aux dispositions applicables, une nouvelle mesure de bruit a eu lieu le 20 mai 2025 et le compte-rendu a été transmis à l'inspection par courriel du 29 août 2025.</p> <p>Les résultats sont conformes aux valeurs limites attendues.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Modification des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2018, article 21</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application de l'article R.181-46 du code de l'environnement, toute modification apportée par le demandeur à l'une de ses installations autorisées par le présent arrêté, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a signalé le déménagement courant 2026 de la centrale à béton présente sur site vers un autre site à l'entrée de Blâmont. Cette modification des conditions de fonctionnement devra notifier la cessation définitive de cette activité sur ce site et procéder à la déclaration de cette installation sur le nouveau site, les capacités de la centrale restant inchangées.</p> <p>Concernant les modalités d'exploitation et de réaménagement de la carrière, il est nécessaire de prendre en compte les éléments suivants: le déménagement de la centrale à béton à venir, la moins bonne qualité du gisement, la non-mise en service du clarificateur, la non-mise en place de la presse des fines de lavage des matériaux en vue de leur réutilisation dans le réaménagement et la moindre disponibilité de gisement de matériaux externes constatée par l'exploitant ainsi que la production réelle plus faible que celle autorisée. Ce contexte génère déjà de légers décalages des phases d'exploitation quinquennales sur Hattigny et des difficultés d'exploitation sur la commune de Tanconville alors que l'exploitation n'est qu'en moitié de 2ème phase sur 6 phases prévues. L'exploitant doit prendre en compte ces évolutions par rapport au dossier d'autorisation initial afin d'anticiper les éventuelles modifications à apporter en vue de s'assurer du respect des dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation à moyen terme et long terme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Cette modification des conditions de fonctionnement devra faire l'objet d'un dossier de porter à connaissance des modifications au titre de l'autorisation d'exploiter la carrière ainsi que d'une procédure de déclaration pour le nouveau site, les capacités de la centrale restant inchangées.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
